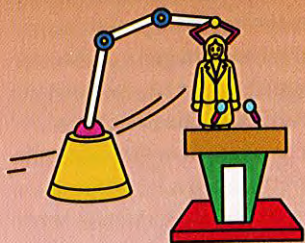


Idiocratie

Comment



la médiocrité



nous



gouverne



Qu'ils soient technocrates ^{p. 25},
 méritocrates ^{p. 26}, éditocrates ^{p. 27},
 managers ^{p. 34}, consultants ^{p. 38},
 patrons ou dirigeants politiques ^{p. 20},
 les opérateurs de pouvoir n'ont semble-t-il
 jamais été plus indignes de leur sacerdoce
 qu'en la période actuelle, marquée
 par l'urgence écologique et la pandémie
 de Covid-19. Indéboulonnables malgré
 leur impéritie ^{p. 28}, ils visent également
 à rendre nos vies fonctionnellement adaptées
 à leur vision du monde. Tourisme spatial,
 flexibilisation du marché du travail,
 lois liberticides, financiarisation,
 exploitation de tout ce que la planète
 compte de ressources et d'êtres vivants...
 Autant de desseins grotesques pour
 qui conserve encore un peu de bon sens.
 Les grands ont-ils toujours été aussi bas ^{p. 42}?
 Il semble en tout cas que nous soyons
 entrés dans une nouvelle ère: la médiocratie
 est en marche ^{p. 46}.



L'aristocratie des médiocres

Erratiques, grotesques, arrogants, carriéristes, pusillanimes... Ces derniers mois, certains noms d'oiseaux ont fusé pour qualifier ces puissants qui, chaque jour, font preuve de leur inconséquence face à la crise climatique, la pandémie de Covid-19 ou le creusement des inégalités. Pourquoi les incapables sont-ils aux manettes ?

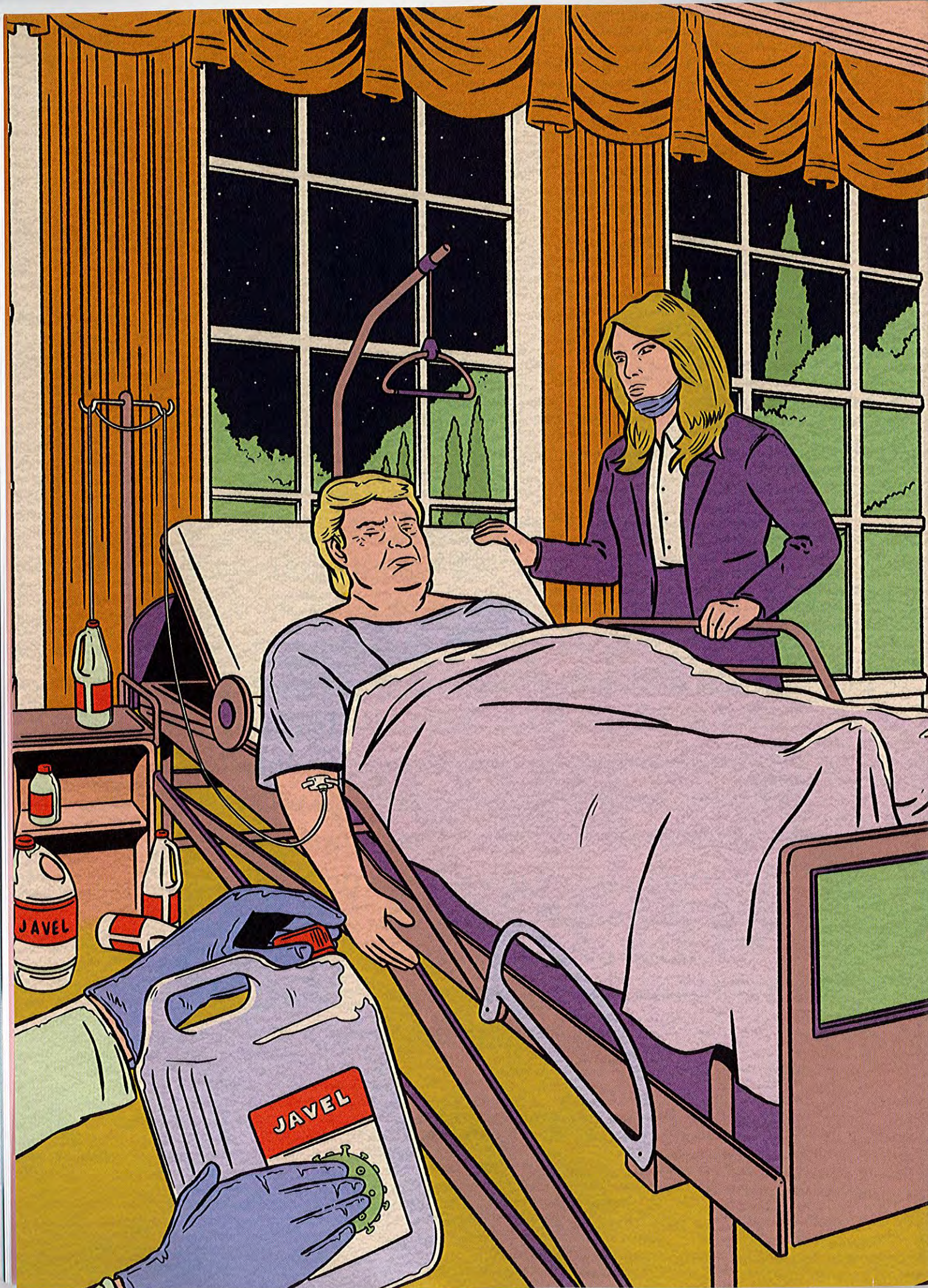
texte Clément Quintard

illustration Simon Bailly

C hapeau de cow-boy vissé sur le crâne et mine hébétée, Jeff Bezos semble se remettre d'un shoot d'hélium. Quelques heures plus tôt, le PDG d'Amazon s'est envolé à bord d'une fusée conçue par sa société Blue Origin pour passer dix minutes dans l'espace. De retour sur Terre, encadré par trois autres membres de l'équipée, l'homme le plus riche du monde se pavane en conférence de presse. Après un lâïus sur la « beauté » de la Terre vue du ciel et la « fragilité » de son atmosphère – qui ferait presque oublier que sa petite escapade a rejeté l'équivalent de 200 à 300 tonnes de CO₂ –, il lâche, comme enivré par ses propres paroles : « *Je veux remercier chaque employé d'Amazon [...], parce que vous avez donné pour tout ça.* » Sous-payés, soumis à des cadences infernales et à des tâches aussi

déshumanisantes que dangereuses², les milliers de salariés de l'entreprise de commerce en ligne seront sûrement ravis d'apprendre que leurs efforts ont permis à leur multimilliardaire de patron de réaliser sa virée suborbitale. On les entend d'ici : « Non, merci à toi Jeff d'avoir eu une petite pensée pour nous, sans qui rien – de ton confort obscène et de tes indécentes lubies – n'aurait été possible. »

Jeff Bezos incarne à la perfection la mégalomanie de cette classe dirigeante plus que jamais hors sol, avide de s'assumer au grand jour, applaudie en tout lieu *business friendly* du globe pour des nuisances dont elle n'aura, certainement, jamais à rendre compte. Néron jouait de la harpe devant Rome qui brûlait; nos puissants admirent le spectacle de la planète qui se consume depuis le hublot de leur



navette, mais conseillent aussi de s'injecter de l'eau de Javel pour lutter contre le Covid-19 (Donald Trump), se retournent en pleine épidémie contre leurs propres gouvernés coupables de «pleurnicheries» (Jair Bolsonaro) ou s'insurgent d'avoir à se justifier devant «une nation de 66 millions de procureurs» (Emmanuel Macron). Comme si, face aux multiples crises qui rendent l'avenir de l'humanité sur Terre toujours plus incertain et précaire, la seule réponse à disposition des élites économiques et politiques était l'outrance et le mépris. Pour Christian Salmon, auteur de *La Tyrannie des bouffons* (Les liens qui libèrent, 2020), les puissants de ce monde nous le rappellent quotidiennement: le grotesque est à la barre. L'essayiste s'appuie sur l'acceptation qu'en donne Michel Foucault, selon lequel le grotesque est «l'un des procédés essentiels à la souveraineté arbitraire» se traduisant par «le fait, pour un discours ou pour un individu, de détenir par statut des effets de pouvoir dont leur qualité intrinsèque devrait les priver [...]»³. À l'origine conçue pour qualifier les tyrannies antiques, une telle définition décrit pourtant à la perfection la physionomie actuelle du pouvoir. Mais qu'a-t-on fait, au juste, pour mériter de tels dirigeants?

Trop intelligents

L'un des premiers réflexes serait de rendre les gouvernés immédiatement responsables de l'incurie de ceux qui les gouvernent: «Les Américains ont élu Trump, non? Ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes!» Variante sur le mode «servitude volontaire»: «Si ton patron est un crétin, qu'attends-tu pour démissionner?» De telles déplorations, outre qu'elles ne convainquent de leur supériorité morale que ceux qui les professent, en reviennent à affirmer que nous sommes collectivement... des cons. Cons d'élire des cons, cons de travailler pour des cons. Cons de s'abstenir, cons d'être dociles. En somme, il n'appartient qu'à nous, en nous remuant un peu (allez hop hop hop!), d'infléchir le cours des choses. Une position que fustige le sociologue Nicolas Framont⁴: «La société capitaliste fait tout pour compliquer la révolte et la mobilisation collective, les gouvernements usent désormais de la violence la plus décomplexée, le patronat désorganise la vie collective au travail et rend l'engagement syndical lourd et dangereux: il y a hélas mille bonnes raisons de ne pas s'engager.»

Si cette autoflagellation montre certains effets pervers, c'est aussi parce qu'elle est au diapason du complexe de supériorité des puissants. «Mon intelligence est un obstacle», avait laissé échapper l'actuel ministre de l'Économie Bruno Le Maire alors qu'il était candidat à la primaire de la droite en 2017. Quant à Gilles Le Gendre, président du groupe La

République en marche à l'Assemblée nationale entre 2018 et 2020, il déclarait sans trembler en plein mouvement des Gilets jaunes: «Notre erreur est d'avoir probablement été trop intelligents, trop subtils.» Autrement dit: la faute incombe toujours aux subalternes, incapables de comprendre ce qui est bon pour eux et qu'il faut ramener dans le droit chemin par plus de «pédagogie».

C'est qui le meilleur?

Cette vision de la politique n'est pas neuve. Elle postule que seules certaines personnes sont aptes à diriger, que leurs dispositions les autorisent à accéder au pouvoir et à y rester. «Nous vivons en réalité dans un régime aristocratique», remarquait le penseur technocritique Jacques Ellul dans *Le Bluff technologique* (Hachette, 1988). Pour le philosophe, ce sont toujours les Aristoi (les «meilleurs») qui sont appelés à gouverner, qualité éminemment fluctuante: «Dans une société militaire, les Aristoi seront les meilleurs guerriers, dans une société démocratique, [ils] peuvent être ceux qui manifestent la plus grande sagesse politique.» En 1795, à l'instauration du Directoire en France, c'est également le gouvernement des «meilleurs» qui est saisi comme prétexte pour rétablir le suffrage censitaire et purger la République des «convulsions violentes» de la plèbe, selon l'expression de Boissy d'Anglas. Pour le député du Marais, «les meilleurs sont ceux [...] qui, possédant une propriété, [...] doivent à cette propriété et à l'aisance qu'elle donne l'éducation qui les a rendus propres à discuter avec sagacité et justesse les avantages et les inconvénients des lois qui fixent le sort de leur patrie».

Jacques Ellul considère quant à lui qu'«actuellement, les Aristoi sont ceux qui ont la plus grande compétence technique». Qu'advient-il alors, lorsque les supposées qualités techniques qui fondent la légitimité de nos gouvernants-technocrates n'apparaissent d'aucun secours face aux catastrophes qui sont les nôtres – par exemple, lutter contre le chômage de masse, enrayer une crise climatique, juguler une pandémie mondiale...? Le voile se déchire: la «compétence», qui jadis forçait le respect, n'électrise plus que ceux qui s'en prévalent, et les bureaux de vote deviennent déserts les jours d'élection. Le pouvoir semble alors furieux envers son peuple, lequel a, comme dans ce poème de Bertolt Brecht⁵, «par sa faute perdu la confiance du gouvernement. [...] Ne serait-il pas plus simple alors pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre?»

S'il est admis qu'être gouverné par des personnes méprisantes et méprisables est une idée qui nous horripile, elle nous amène aussi à nous interroger sur les qualités que nous souhaitons reconnaître chez ceux à qui sont confiées les rênes d'un État, d'une

«Cons d'élire des cons, cons de travailler pour des cons. Cons de s'abstenir, cons d'être dociles.»

institution, d'une entreprise ou même d'une association sportive. Pour Adrien Louis, auteur de l'ouvrage *Les meilleurs n'auront pas le pouvoir* (PUF, 2021), le gouvernement des Aristoi a, sur le papier, tout d'un régime désirable: «Indépendamment de ses inclinations politiques, le «meilleur» dirigeant serait celui qui est capable de courage, de justice et de toutes ces vertus qu'on peut estimer nécessaires à la formation d'un bon jugement et d'un bon commandement. Le meilleur serait en outre caractérisé par son attachement à deux biens politiques ultimes, à savoir: le développement intellectuel et moral des gouvernés d'une part, et la défense de l'amitié civique d'autre part.» Cependant, reconnaît-il, l'institution d'un tel gouvernement est semée d'embûches «trop insurmontables pour qu'on puisse le considérer comme réaliste. Le problème est alors de savoir s'il existe d'autres moyens de promouvoir l'excellence humaine en général, et d'encourager l'excellence des dirigeants eux-mêmes». Quant aux raisons qui expliqueraient la promotion d'individus grotesques aux plus hautes fonctions politiques, le professeur de philosophie souligne qu'on ne saurait faire totalement abstraction «du lien entre les dispositions morales des électeurs et la qualité des élus. C'est en considérant ce lien qu'Aristote insistait sur la nécessité, pour une cité, de disposer d'une classe moyenne nombreuse, qui serait en mesure de faire contrepoids aux passions trop violentes des plus pauvres et des plus riches».

Parties prenantes

Le philosophe grec, dans son constant souci de l'équilibre, chérissait en effet le juste milieu, garde-fou selon lui contre les extrêmes. Tout ce qui se situe dans la moyenne ferait «pencher la balance et empêcherait les excès contraires», soutient-il dans *Les Politiques*. Mais cette éthique de la modération chère à Aristote n'est-elle pas surtout destinée à

assurer la stabilité d'un ordre politique déjà établi? Aussi l'injonction à demeurer dans la moyenne aurait pour principale fonction d'inciter les citoyens à ne pas faire de vagues et à cadenciser par et pour eux-mêmes l'ordre social. C'est notamment la thèse d'Alain Deneault, qui tire de cette idée un concept fécond, celui de «médiocratie»⁶, soit un monde – le nôtre – qui a fait de la moyenne une norme impérieuse. Sa logique «consiste à faire travailler les gens à un rythme moyen, à établir l'ordre des connaissances escompté selon une certaine moyenne, à inculquer des méthodes qui tiennent d'un corpus moyen...» Cependant, note le philosophe, aucune de ces moyennes ne fait l'objet d'une délibération ou d'une étude sur la moyenne de ce qui convient à la population en termes de santé

physique et mentale. Il s'agit plutôt d'un embrigadement: cette moyenne est purement idéologique. «Les sujets prennent sur eux de pratiquer la standardisation. Que ce soit sur un mode aliéné, ou fier, ou actif, ou coercitif et honteux, les sujets sont invités à interioriser ce qui apparaît plus ou moins clairement de la part du pouvoir comme des cibles, des attentes, des comportements types, des attitudes, des buts... L'objectif reste que les «parties prenantes», comme on dit, se vivent comme des sujets actifs et volontaires dans l'élaboration du monde qui les enchaîne.» Tous, de Jeff Bezos au gardien d'immeuble en passant par la professeure d'université, nous serions soumis aux intimidations de la médiocratie qui tente de naturaliser l'ultralibéralisme et le darwinisme social, «au point qu'on n'arrive plus même à les nommer, à les mettre en doute, à les jauger», poursuit Alain Deneault. Et comme dans n'importe quelle aristocratie, ceux qui s'en sortent le mieux sont ceux qui jouent le jeu, qui épousent ces standards de manière à tirer le meilleur parti de la conjoncture, aussi funeste soit-elle. Bienvenue dans l'aristocratie des médiocres. ☹️

¹ Katharine Gammon, «How the billionaire space race could be one giant leap for pollution», *The Guardian*, 19 juillet 2021.

² «Aux États-Unis, Amazon assouplit les conditions de travail après un rapport accablant sur les accidents», *Le Monde*, 2 juin 2021.

³ Michel Foucault, *Les Anormaux*. Cours au Collège de France, 1974-1975, Gallimard/Le Seuil, 1999 [1975].

⁴ Nicolas Framont, «Pourquoi dire "les gens sont cons", c'est con», *Frustration*, 22 juillet 2021.

⁵ «Die Lösung (La Solution)», poème de Bertolt Brecht écrit en 1953. Critiquant le gouvernement, il ne fut publié qu'en 1959 dans le journal ouest-allemand *Die Welt*, puis lors de la parution des *Élégies* de Buckow en 1964.

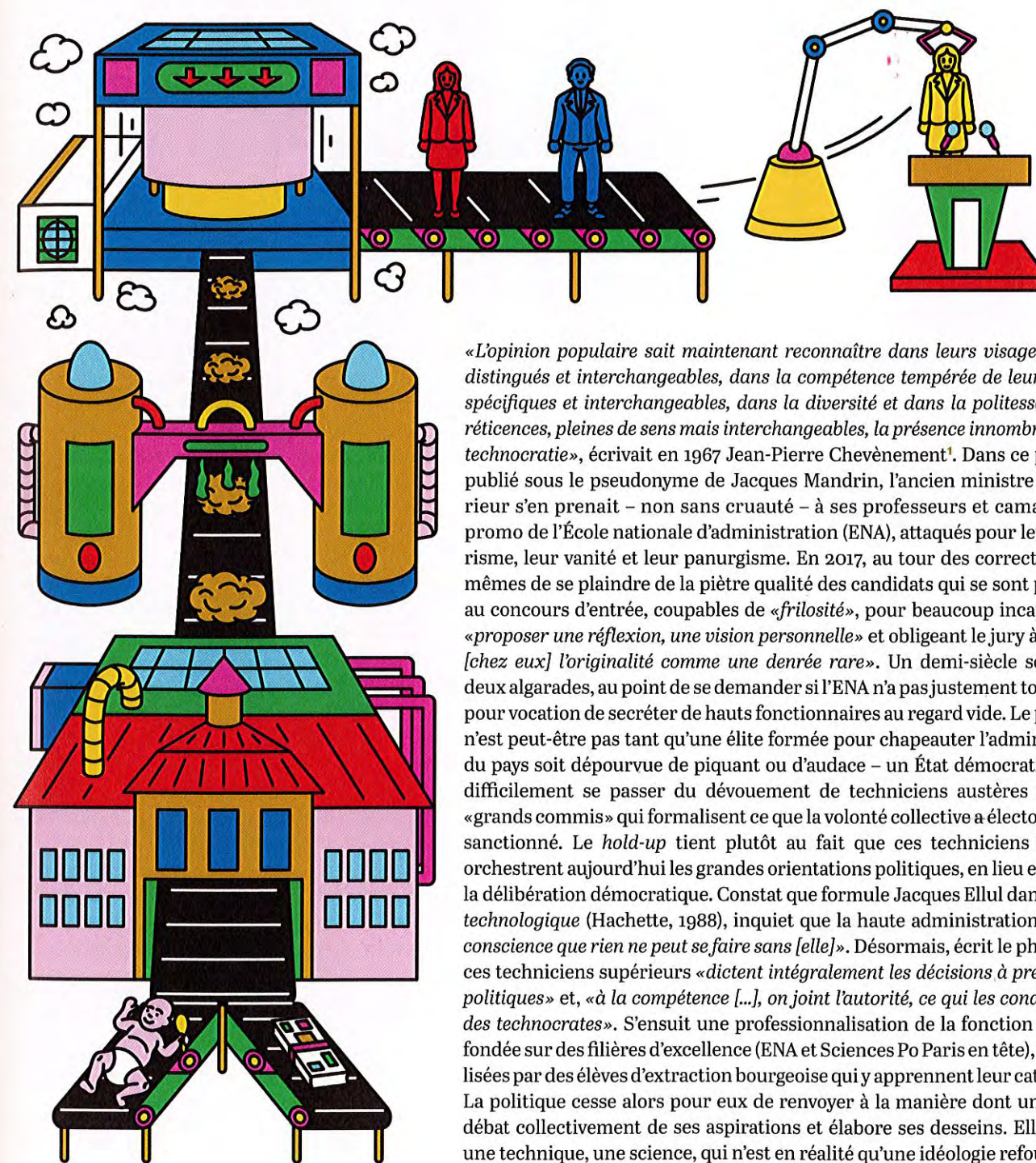
⁶ Alain Deneault, *Voir La Médiocratie*, Lux, 2015.

NOS MÉDIOCRES ONT DU TALENT

Les compétences exceptionnelles dont les élites politique, économique ou intellectuelle se prévalent pour forcer le respect des classes subalternes ne sont qu'un instrument de gouvernement parmi d'autres. Assurées de leur légitimité, cramponnées à leurs privilèges et pétries d'autosatisfaction, elles apparaissent alors comme les farouches sentinelles d'un conformisme qui assure leur maintien en haut de la hiérarchie sociale.

textes Clément Quintard
illustrations James Clapham

Le technocrate



«L'opinion populaire sait maintenant reconnaître dans leurs visages glabres, distingués et interchangeable, dans la compétence tempérée de leurs propos, spécifiques et interchangeables, dans la diversité et dans la politesse de leurs réticences, pleines de sens mais interchangeables, la présence innombrable de la technocratie», écrivait en 1967 Jean-Pierre Chevènement¹. Dans ce pamphlet publié sous le pseudonyme de Jacques Mandrin, l'ancien ministre de l'Intérieur s'en prenait – non sans cruauté – à ses professeurs et camarades de promo de l'École nationale d'administration (ENA), attaqués pour leur carriérisme, leur vanité et leur panurgisme. En 2017, au tour des correcteurs eux-mêmes de se plaindre de la piètre qualité des candidats qui se sont présentés au concours d'entrée, coupables de «frilosité», pour beaucoup incapables de «proposer une réflexion, une vision personnelle» et obligeant le jury à «traquer [chez eux] l'originalité comme une denrée rare». Un demi-siècle sépare ces deux algarades, au point de se demander si l'ENA n'a pas justement toujours eu pour vocation de sécréter de hauts fonctionnaires au regard vide. Le problème n'est peut-être pas tant qu'une élite formée pour chapeauter l'administration du pays soit dépourvue de piquant ou d'audace – un État démocratique peut difficilement se passer du dévouement de techniciens austères et autres «grands commis» qui formalisent ce que la volonté collective a électoralement sanctionné. Le hold-up tient plutôt au fait que ces techniciens insipides orchestrent aujourd'hui les grandes orientations politiques, en lieu et place de la délibération démocratique. Constat que formule Jacques Ellul dans *Le Bluff technologique* (Hachette, 1988), inquiet que la haute administration ait «pris conscience que rien ne peut se faire sans [elle]». Désormais, écrit le philosophe, ces techniciens supérieurs «dictent intégralement les décisions à prendre aux politiques» et, «à la compétence [...], on joint l'autorité, ce qui les conduit à être des technocrates». S'ensuit une professionnalisation de la fonction politique fondée sur des filières d'excellence (ENA et Sciences Po Paris en tête), monopolisées par des élèves d'extraction bourgeoise qui y apprennent leur catéchisme. La politique cesse alors pour eux de renvoyer à la manière dont une société débat collectivement de ses aspirations et élabore ses desseins. Elle devient une technique, une science, qui n'est en réalité qu'une idéologie refoulée refusant d'intégrer dans ses schémas la défiance qu'elle suscite, et qu'Alain Deneault qualifie d'«extrême centre»², «l'extrémisme se traduisant là par une intolérance à tout ce qui ne cadre pas avec un juste milieu arbitrairement proclamé». Ainsi de ce dogme de la modération en toute chose, de cette foi du «bon sens» qui relève plus souvent de la mauvaise foi et impose le libre-échange, la «règle d'or» des 3 % de déficit, la flexibilisation du marché du travail ou encore le démantèlement des services publics – le tout sous l'œil bienveillant de Bruxelles, véritable lieu saint de la technocratie. ☺

¹ Jacques Mandrin, *L'Enarchie* ou les Mandarins de la société bourgeoise, *La Table Ronde de Combat*, 1967.

² Alain Deneault, *Politiques de l'extrême centre*, Lux, 2016.

« Le taux de crétins diplômés ne cesse d'augmenter » »

propos recueillis par
Clément Quintard

photographies
Marie Rouge

Impuissance et mépris, tels semblent être, selon Emmanuel Todd, les deux vices des élites françaises, visiblement résolues à se dépasser en la matière tout au long de la pandémie de Covid-19. Mais si la période actuelle se distingue par une forme de régression intellectuelle des classes supérieures, la créativité populaire serait, quant à elle, sur le point de reprendre du poil de la bête, analyse le démographe.

Le quinquennat d'Emmanuel Macron arrivera dans quelques mois à son terme. Quel bilan provisoire peut-on tirer de son mandat ?

La première chose qui me vient à l'esprit concerne d'abord les Français, qui sont des gens finalement beaucoup plus calmes qu'on a pu le dire. Nous venons de vivre un an et demi de pandémie de Covid-19, la population est restée pendant de longs mois enfermée et isolée, la routine de toutes les familles a été bouleversée, les rapports de couples ont été

Biographie

Emmanuel Todd est entre autres historien et anthropologue. Dans son premier livre *La Chute finale* (Robert Laffont, 1976), il décrit avec brio la décomposition à venir du système soviétique grâce aux données démographiques. Il a depuis bâti une œuvre originale et transdisciplinaire riche d'une vingtaine d'ouvrages. On lui doit notamment *L'invention de l'Europe* (Le Seuil, 1990), *L'illusion économique* (Gallimard, 1997) et *Après la démocratie* (Gallimard, 2008).

remaniés, la vie des étudiants s'est arrêtée. Nous avons été confrontés à l'incertitude, à la peur à des niveaux élevés – peur qui a disparu, puis réapparu... Tout cela, sans que les disciplines sociales se soient effondrées, et alors que l'incompétence de nos gouvernants a été manifeste... C'est tout simplement prodigieux ! Cela dit, en ce moment, les manifestations contre le « pass sanitaire » démontrent peut-être que la patience de la population a atteint certaines limites. Le quinquennat n'est pas fini, et si j'étais à la place des membres du gouvernement... disons que je commencerais à être prudent.

Peu de temps après l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007, vous déclariez dans votre livre *Après la démocratie* (Gallimard, 2008) que son arrivée au pouvoir n'était «peut-être que le début d'autres calamités qui ne vont aller qu'en s'aggravant». Existe-t-il une continuité entre la «calamité» qu'a incarnée, selon vous, Nicolas Sarkozy, et l'exercice du pouvoir de ses successeurs ?

Macron est d'une certaine façon une sorte de synthèse de Sarkozy et de Hollande. Comme Hollande, Macron est un énarque. Il n'a donc ni connaissance en économie ni imagination – il a tout simplement été sélectionné pour avoir fait preuve d'une certaine virtuosité dans le conformisme. Il est aussi l'héritier de Sarkozy parce que, comme lui, il a adopté l'idée que les valeurs politiques de droite et de gauche n'avaient aucune importance, qu'on pouvait par exemple être de droite et se prévaloir sans rougir de Guy Môquet [pendant la campagne de 2007, Nicolas Sarkozy a évoqué au cours de plusieurs meetings la figure de ce jeune résistant communiste, fusillé en 1941 par les Allemands lors de l'Occupation, ndlr]... Mais vous savez, contrairement aux apparences, j'ai une grande empathie pour les classes dirigeantes. Je les vois pour ce qu'elles sont: ni plus ni moins que des êtres humains, qui ne sont en fin de compte pas plus intelligents que les autres. Si je n'ai jamais caché mon mépris pour toutes sortes de catégories qui se revendiquent comme «supérieures», je vois aussi qu'elles souffrent de leurs échecs. Je pense qu'être en ce moment à la tête des structures politiques françaises, ça doit juste être horrible! Il faut s'imaginer à leur place: la plupart sont des bureaucrates, c'est-à-dire qu'ils ont réussi un peu après la puberté des concours, comme celui de l'ENA – succès pour lequel on n'a cessé de leur répéter (et ils y ont sincèrement cru) qu'ils étaient les meilleurs, qu'ils étaient supérieurs, voire supérieurs par essence. Et puis, d'un coup, ils se sont retrouvés aux commandes d'un système socio-économique en perdition, en haut d'une pyramide sociale française qui s'effrite... Mais aussi face à leurs homologues américains, anglais, allemands, russes ou chinois, qui leur marchent dessus dès qu'ils le peuvent. Finalement, ils se rendent



Les Luttes de classes en France au XXI^e siècle

(Le Seuil, 2020)

Inspiré de l'ouvrage de Karl Marx *Les Luttes de classes en France* écrit en 1850, le dernier livre d'Emmanuel Todd (paru en format poche en septembre 2021) dresse le tableau d'une France où l'ensemble de la population, à l'exception des ultrariches, voit son niveau de vie baisser et où les classes sociales se «restratifient». Ce phénomène ne peut conduire qu'à leur affrontement, dont le mouvement des Gilets jaunes est la première manifestation d'ampleur.

compte qu'ils sont non seulement impuissants, mais qu'en plus tout le monde se fout d'eux... Non vraiment, ça doit être un choc super violent!

Est-ce que cette impuissance expliquerait le mépris dont témoignent de plus en plus fréquemment les gouvernants français vis-à-vis de leurs gouvernés ? Macron s'en était notamment pris, en janvier dernier, à cette «nation de 66 millions de procureurs»...

Je parlais dans *Les Luttes de classes en France au XXI^e siècle* (Le Seuil, 2020) d'une France «en mode aztèque», d'une sorte de cannibalisme sacrificiel pratiqué par les classes supérieures contre les classes populaires. Confrontées à leur propre insignifiance sur la scène internationale ou à leurs propres échecs, les élites françaises passent leurs nerfs sur la population. C'est un mécanisme assez humain finalement: quand on veut accéder au pouvoir, c'est d'abord pour en user, pour en jouir. Et faire du mal aux Français, pratiquement et symboliquement, c'est peut-être la dernière chose pour laquelle il leur reste une marge de manœuvre. Il y a de plus une vraie dilution de la responsabilité, que le sociologue allemand Max Weber avait déjà identifiée dans sa critique du bureaucratisme, censé être compensé par le pluralisme partisan et le parlementarisme. Aujourd'hui, le système des partis politiques a explosé et l'Assemblée nationale n'est plus qu'une «caisse d'enregistrement»; la bureaucratie a les mains libres et a pu faire usage de sa toute-puissance impuissante tout au long de la pandémie, permettant aux élites de persister dans leur aveuglement. Des erreurs ont beau être commises, personne n'est puni: tout le monde reste en poste, malgré le manque évident de confiance dont Macron, Castex et Vétérin font l'objet. Aujourd'hui, on a affaire à des pompiers pyromanes institutionnels qui sont les principaux obstacles à la vaccination. Il suffit que l'un des trois précités propose quelque chose pour que ça jette immédiatement le doute sur l'intérêt et la pertinence de leurs mesures, quand bien même celles-ci relèveraient du bon sens! Je ne suis pas opposé au pass sanitaire. Mais il aurait pu y avoir une mesure, évidente, pour enrayer l'afflux des malades en réanimation,

«La majorité des Français perçoivent Emmanuel Macron sans doute comme un mélange de bureaucrate nul et d'enfant colérique, si ce n'est vicieux.»

qui demandait une intelligence minimale et un courage non moins minimal: la vaccination obligatoire des plus de 50 ans. Mais... «ne brusquons pas nos électeurs, disciplinons les jeunes, c'est moins risqué et plus rigolo». Donc, si Macron et tous les autres voulaient vraiment servir leur pays, eu égard à la rage et à la méfiance qu'ils suscitent, ils démissionneraient. Or je crois que ce qui m'épate, c'est la façon dont la presse officielle continue d'imposer l'image d'un Macron en imperator, l'œil bleu et dominateur. Je pense à la une du *Journal du dimanche* du 29 août... – je l'ai acheté pour mes archives. Mais les milieux populaires, et d'autres bien au-delà, ne le voient pas comme ça. La majorité des Français le perçoivent sans doute comme un mélange de bureaucrate nul et d'enfant colérique, si ce n'est vicieux. Comment s'étonner ensuite des délires complotistes d'une partie de la population? La rumeur, en Union soviétique, était le fruit de la désinformation d'État. C'est bien la peine d'être débarrassé du communisme...

¹ «L'évolution des performances en calcul des élèves de CM2 à trente ans d'intervalle (1987-2017)», note d'information n° 19.08, mars 2019, et «Les performances en orthographe des élèves en fin d'école primaire (1987-2007-2015)», note d'information n° 28, novembre 2016, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP).

Vous parlez de «bureaucratie» mais, aujourd'hui, on a plutôt l'habitude de parler de «technocratie»...

Je pense que c'est une erreur. Il faut arrêter de désigner les classes dirigeantes comme des «technocrates»... Cette appellation suggère qu'ils sont maîtres d'une technique, alors que leur seule maîtrise consiste à pondre des rapports, qui ne sont eux-mêmes que des habillages pseudo-savants de la réalité. Je préfère le terme de «bureaucrates», qui évoque plus cette production intempestive de paperasse, mais aussi l'idée de l'avancement par l'âge! Il y a un rapport intrinsèque entre la bureaucratie et la gérontocratie: on y avance à l'ancienneté. Et maintenant que les partis politiques de masse ont disparu, il faut se poser la question de l'homogénéité de ce système. Il n'est plus question de savoir aujourd'hui si c'est la droite ou la gauche qui gouverne: dans une phase de tensions sociales aggravées par la baisse du niveau de vie, par le mécontentement de la jeunesse, par une crise éducative sans précédent, je pense que l'alternance se joue actuellement entre les policiers et les inspecteurs des finances. Autrement dit: le centre de gravité du pouvoir bureaucratique se dispute désormais entre Beauvau et Bercy.

Qu'entendez-vous par «crise éducative» ?

Bien que j'aie toujours souhaité me tenir à l'écart des théories «déclinistes», plusieurs études récentes¹ démontrent une baisse du niveau éducatif depuis vingt ans, qui touche toutes les catégories sociales en France. Mais le plus grave, c'est sans doute que le système éducatif n'assure plus la sélection des élèves les plus intelligents... On assiste actuellement à une vraie dissociation entre le diplôme et les compétences intellectuelles.

Ce qui n'était pas le cas auparavant ?

Disons que de 1945 jusqu'il y a une vingtaine d'années, les enfants d'ouvriers et de paysans scolairement doués étaient invités à poursuivre leurs études dans le secondaire et le supérieur. Il y a eu un moment proprement «méritocratique», par ailleurs très dynamique, dans l'histoire de France; une phase ascensionnelle au cours de laquelle



La dernière prise d'Emmanuel Todd:
un portrait d'Engels trouvé sur une brocante.

les milieux populaires ont perdu d'ailleurs leurs élites naturelles, constituées d'ouvriers qualifiés et cadres du Parti communiste. Les classes subalternes se retrouvent alors intellectuellement désarmées, car leurs éléments les plus prometteurs sont venus grossir les classes intermédiaires pour, si l'on caricature, devenir profs! Ce moment de l'histoire correspond pour moi au triomphe du sociologue Pierre Bourdieu, qui a produit toute une littérature qui parlait à ces méritocrates issus des milieux populaires, qui se sont retrouvés angoissés et complexés par leur propre ascension sociale. Et puis, on arrive à ce moment, en France, vers 1995, où tout se bloque: l'ascenseur éducatif s'arrête, les couches populaires cessent d'accéder à l'université.

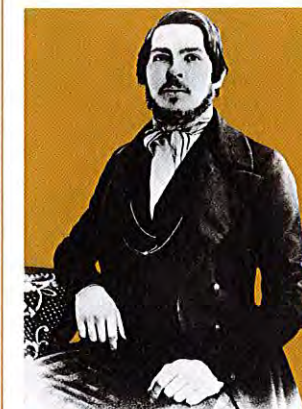
Bref, la société se «restratifie». Apparaissent alors des phénomènes de mépris culturel en cascade, chaque catégorie sociale méprisant celle du dessous. Mais ce qui est intéressant à noter, c'est que depuis ce point d'inflexion, il y a aussi un réarmement intellectuel des classes populaires, dont les élites ne sont plus aspirées par les couches supérieures. La créativité populaire est en train de renaître et, pour moi, les Gilets jaunes, dans leur ingéniosité organisationnelle, sont vraiment l'incarnation de ce phénomène. Tandis que les classes supérieures, elles, continuent à se reproduire en tant que catégorie éducative supérieure, indépendamment des qualités intellectuelles de leurs enfants. Donc, on peut s'attendre à ce que le niveau intellectuel global des classes populaires continue d'augmenter dans les années à venir et que, symétriquement, le niveau intellectuel global des catégories supérieures, quant à lui, baisse. Le symptôme central de ce phénomène, selon moi, c'est la prolifération des écoles de commerce où le diplôme s'achète plus qu'il ne se mérite...

**Et dont l'enseignement
est destiné à produire les petits
soldats du néolibéralisme...**

Vous savez, je reviens de Bretagne où je passe désormais la moitié de ma vie, et pas seulement à cause des confinements. Je pense que j'ai trouvé là-bas le concept qui correspond parfaitement aux écoles de commerce: elles sont l'algue verte qui couvre le rocher universitaire de la société française. Grâce à elles, le taux de crétins diplômés ne cesse d'augmenter. L'essor actuel de ce type de formations, où l'on achète des titres tamponnés par l'État qui permettent ensuite d'occuper des situations de rente, devient une vraie menace d'improductivité pour la société. Plus largement, les jeunes sont actuellement incités à traîner dans des études supérieures non pour acquérir des connaissances, mais pour l'emporter sur d'autres jeunes dans l'obtention de titres qui leur donneront accès aux quelques métiers qu'il reste. Et puis bien sûr, il ne faut plus parler de l'éducation supérieure comme un tout. En période d'effondrement industriel et de chute du niveau de vie, il nous faut d'abord et avant tout des chercheurs scientifiques, d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers qualifiés. Voilà les élites dont nous avons besoin et dont il faut augmenter les salaires, dans l'intérêt de toute la collectivité. Nous dépendons d'eux comme les Anglais ont

dépendu des ingénieurs, des ouvriers et des pilotes qui ont envoyé le Spitfire dans les airs pour gagner la bataille d'Angleterre. Mais bien sûr, il n'y a pas que ça. Je vais dire un petit mot pour ma discipline, l'histoire, qui devrait être aussi une arme pour la collectivité... Elle induit la connaissance d'une succession d'époques et d'événements: en sixième, l'Égypte ancienne, l'Orient, la Grèce; en cinquième, Rome; en quatrième, le Moyen Âge, etc. Tout cela fixait un rapport au temps, un attachement à la possibilité d'avancer dans l'histoire. À la possibilité du progrès. À la définition de buts pour la collectivité. L'enseignement de l'histoire ne remplit plus cette fonction, tandis que la culture historique régresse. Je pense que c'est l'une des raisons pour lesquelles il y a un décalage intellectuel incroyable entre les diplomates russes et les diplomates français, par exemple. Les premiers sont toujours – et probablement grâce à ce qui leur reste de culture marxiste – dans une vision de l'Histoire (bonne ou mauvaise!) qui les situe sur le temps long. Tout comme les diplomates chinois d'ailleurs. J'avoue redécouvrir Marx, ou plutôt admettre à nouveau tout ce que lui dois, et je l'ai beaucoup utilisé dans mon dernier livre. Et son copain Engels, qui a écrit sur la famille, et dont je me suis acheté un portrait de l'époque soviétique pour une somme modeste – une sorte de talisman. Les élites géopolitiques américaines, dont la nullité a de nouveau éclaté au grand jour avec les récents événements qui ont secoué l'Afghanistan [au moment où cet entretien est réalisé, Kaboul a été prise depuis quelques jours par les Talibans, ndlr], c'est encore autre chose: les États-Unis ont une histoire très courte, donc, logiquement, ils ont un rapport approximatif au temps. Reste que dans leur cas, l'amnésie systémique a des effets positifs autant que négatifs. Certes, elle leur permet d'enchaîner, avec la surprise du poisson rouge tournant dans son bocal, les évacuations de Saïgon et de Kaboul. Mais elle leur permet aussi d'avancer, d'expérimenter sans être tenus par un passé trop lourd. La bureaucratie française, elle, est engluée dans le passé, en même temps qu'ignorante de l'histoire. Un prodige.

**Selon une vision aristocratique
des choses, une démocratie
ne peut se passer d'une élite
éclairée, en laquelle le peuple
placera toute sa confiance:
êtes-vous d'accord?**

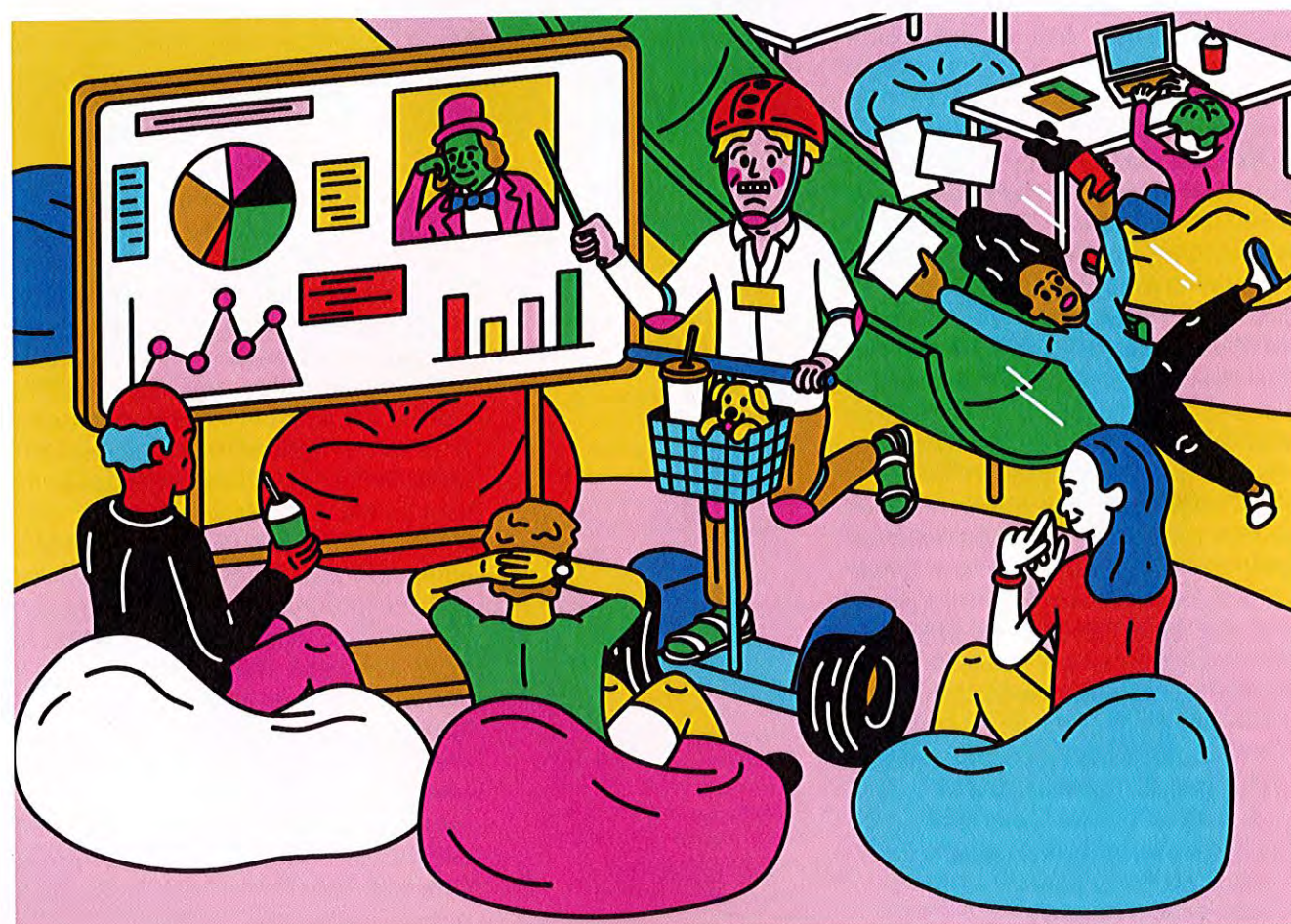


**FRIEDRICH
ENGELS**

Ami de Karl Marx qu'il rencontre en 1844 à Paris et avec lequel il signera le Manifeste du Parti communiste (1848), Friedrich Engels est le fils d'un riche industriel allemand rallié à la défense des classes laborieuses, dont il aura l'occasion d'observer les conditions de travail et de vie après avoir œuvré lui-même au sein de l'entreprise familiale. Comme ceux de Marx, les travaux d'Engels portent sur l'analyse des rapports de production, mais le second choisit une voie beaucoup plus ethnographique que le premier. Avisé des thèses de l'anthropologue américain Lewis Henry Morgan sur la parenté, il écrit notamment en 1884 *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, où il étudie le développement au cours de l'histoire humaine de structures de plus en plus inégalitaires, dont le capitalisme est une sorte de paroxysme.

Non. La priorité n'est pas là. Des gens intelligents, il y en a toujours – encore faut-il les repérer, me direz-vous. Mais pour moi, le vrai déficit, le vrai problème de la société française, c'est le sentiment collectif. Ce n'est pas tant la stratification éducative ou la flambée des inégalités, mais l'absence, à tous les niveaux, d'un sentiment d'appartenance à un groupe humain rassemblé autour d'un destin commun qui nous fait défaut. Le développement de l'éducation supérieure a sans aucun doute brisé cette solidarité et conduit au fait que chaque strate sociale se replie désormais sur elle-même. C'est ça qui me fait le plus peur. Ce truc est cassé et on ne sait pas comment le réparer. Mais ce qui est complètement idiot, c'est l'idée que des élites peuvent être intelligentes indépendamment du peuple, et inversement. En fait, il est sans doute ici moins question d'intelligence que de sentiment de confiance en son propre esprit... et cela on ne peut l'éprouver que si l'on a le sentiment de faire partie d'une collectivité qui vaut quelque chose. Et c'est seulement dans ce contexte d'amour de la cité et du respect de tous les citoyens que des individualités peuvent s'épanouir. C'est aussi pour ça que chaque fois que les élites françaises chient sur le peuple, elles se chient dessus. Une grande partie du problème du manque d'imagination des élites françaises vient de leur mépris du peuple. Un dirigeant, un chercheur, un intellectuel ne peut être grand que s'il respecte, aime en un sens le groupe humain et la culture auxquels il appartient. Mais nous devons être équitables: un peuple merveilleux sans élites responsables, ça n'existe pas. Avec des élites qui méprisent le peuple et un peuple qui méprise ses élites, on tourne en rond. Et on coule. Ce dont on a besoin fondamentalement, c'est d'une réconciliation des groupes sociaux en France. Mais quand même, puisqu'on parle de luttes des classes descendantes, où les classes supérieures s'amuse à taper sur celles d'en dessous, on peut néanmoins dire que ça serait aux gens d'en haut de donner l'exemple. Ce qui est terrible pour les élites, c'est qu'elles ne se rendent pas compte que si elles aimaient les Français elles seraient beaucoup plus fortes et plus intelligentes. Je le répète. C'est leur mépris des Français qui est à l'origine de leur bêtise. ☹

Mon manager est un idiot



La figure du manager a changé la relation à l'autorité dans les entreprises. Le contremaître dirigeait par la contrainte, le manager dirige par la bienveillance. Mais derrière cette posture se cache en réalité un vide profond, une absence de pensée qui trouve sa source dans le fonctionnalisme, le mimétisme et la novlangue.

texte Matthieu Giroux

illustration James Clapham

Le principe de Peter¹ postule que «dans une hiérarchie, tout employé a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence». Corollaire: le risque est grand que dans une organisation chaque poste hiérarchique finisse par être occupé par un incompetent. Si cette loi à la portée satirique fait la plupart du temps sourire dans le monde de l'entreprise, il ne faut pas minimiser son caractère strictement descriptif. Car qui n'a pas déjà croisé au bureau un manager qui ne comprenait absolument rien à la nature du travail de ses subalternes? Ou encore un chef autoritaire dont la médiocrité humaine et professionnelle était sidérante? Ce type de profils donne l'impression que les N+1 occupent leur place pour des raisons mystérieuses, qu'ils ne sont en réalité que des courroies de transmission choisies pour leur docilité par une hiérarchie refusant de faire le sale boulot.

À se demander si l'ascension dans une organisation ne correspond pas plus à la maîtrise de certains codes, à la présence dans de nombreuses réunions afin d'occuper le terrain et de déployer sa rhétorique, qu'au fait de détenir une compétence réelle. Voilà peut-être pourquoi, avec l'essor des nouveaux modèles organisationnels (qui se sont construits contre le modèle bureaucratique), les employés sont de plus en plus confrontés à des injonctions contradictoires: il faut travailler en équipe malgré une évaluation individuelle; il faut faire primer la qualité mais on attend surtout des résultats quantitatifs; on

parle «d'approche solution» (méthode qui encourage la réflexivité professionnelle) mais il n'est pas permis de prendre du recul sur ce que l'on fait. Il semble donc exister une déconnexion profonde entre le métier et la pratique managériale.

Discours de la méthode

Baptiste Rappin, maître de conférences à l'université de Lorraine et auteur notamment d'une *Théologie de l'organisation* (Ovadia, 2014), a montré que le chef, quand il est un manager, ne possède aucun savoir-faire, mais seulement une méthode censée pouvoir s'appliquer partout et tout le temps. «Voici un des principaux dogmes des écoles de commerce: un bon manager peut manager n'importe quelle équipe dans n'importe quel secteur d'activité. La méthode se substitue aux savoir-faire, méthode d'optimisation des processus, mais aussi méthode comportementale. Quelle posture dois-je adopter pour accompagner mon équipe?», explique-t-il. La pensée managériale est non réflexive. Elle cherche à mettre en place des techniques, des matrices, des tableaux de bord, des schémas...

Vincent de Gaulejac, sociologue, auteur de *La Société malade de la gestion* (Le Seuil, 2005), n'hésite pas à parler de «maladie de la mesure»: «Elle se développe de façon récurrente dans les milieux qui appliquent à toute chose un langage inspiré des mathématiques. [...]

Le calcul donne une illusion de maîtrise sur le monde. Les "calculocrates" préfèrent l'illusion qui rassure à une réalité pleine d'incertitudes qui fait peur.»

Au primat de la méthode et du calcul s'ajoute également un conformisme ambiant qui est paradoxalement la règle dans les organisations. Les entreprises cherchent ainsi à dégager une image de dynamisme, d'innovation, de prise de risque, mais c'est pour mieux cacher une stabilité structurelle où chacun réitère ses propres routines. «Les managers sont médiocres parce qu'ils se ressemblent tous», insiste Baptiste Rappin. On attend d'un bon manager qu'il adopte une «posture» et qu'il suive à la lettre des «scripts» qui lui disent comment se comporter en réunion, comment recadrer son collaborateur, comment encourager ses troupes... même si cela peut parfois entrer en contradiction avec ses convictions profondes. Le psychanalyste Roland Gori avance même, dans *La Fabrique des imposteurs* (Les liens qui libèrent, 2013), que certains managers ne possèdent plus d'intériorité: ce sont désormais des subjectivités «as if», «comme si», des personnalités caméléon capables d'épouser les normes de l'environnement. L'adoption de certains outils, au premier chef desquels le célèbre PowerPoint, est également un gage de conformisme. «Il se produit entre les secteurs d'activité des phénomènes d'isomorphisme, c'est-à-dire de mimétisme. Les grands noms de l'informatique (Apple, Google...) mettent en place des pratiques managériales qui seront imitées par les autres entreprises du même secteur, pour des raisons qui ne sont pas liées à l'efficacité, mais à l'adéquation aux normes portées par les leaders. Pour cette raison, les organisations sont truffées d'outils et de pratiques qui ne sont ni rationnels ni fonctionnels», assure Baptiste Rappin. L'alliance de la méthode et du conformisme produit donc une misère intellectuelle qui caractérise la vie quotidienne des organisations. Mais cette misère se révèle dans toute sa splendeur dès lors qu'on aborde un autre aspect du management, à savoir le langage.

«La discussion n'est plus possible»

«L'intervention stimule les paramètres organisationnels de la performance», «La méthode clarifie les processus qualitatifs du groupe», «L'excellence révèle les savoir-faire stratégiques des structures»... Ces trois phrases, a priori techniques et crédibles au sein d'un univers professionnel, sont issues d'un tableau combinatoire inventé en 1998 par Didier Noyé, spécialiste de l'ingénierie du changement et du management des compétences: «Le parler creux sans peine». Il illustre à merveille le caractère interchangeable et autoréférentiel du langage managérial. Les mots se combinent tous entre eux pour produire des phrases vides de sens mais qui donnent une impression de

sérieux, de dynamisme et de performance. Pour Baptiste Rappin, le langage est le véritable révélateur de la médiocrité managériale. Il traduit à la fois l'esprit moutonnier et l'insignifiance. Un entretien réussi, c'est celui où l'on arrive à placer les bons mots au bon moment: «Ce qui joue aujourd'hui le rôle de détection du potentiel du bon manager, c'est la maîtrise du langage. Le manager doit connaître les mots de passe qui ouvrent des portes. C'est la promesse d'adaptation du manager à tous les contextes auxquels il va être susceptible d'être confronté: passer d'un service à l'autre dans une organisation, d'une organisation à l'autre, d'un pays à l'autre, etc. D'où l'essor de la novlangue managériale².»

De son côté, Vincent de Gaulejac écrit: «Le langage de l'insignifiance recouvre la complexité par l'évidence, neutralise les contradictions par le positivisme, éradique les conflits d'intérêts par l'affirmation de valeurs qui se "veulent universelles". Ce faisant, il déstructure les significations et le sens commun. Il évite de se confronter à l'épreuve du réel, comme il évite toute contestation. Lorsqu'on dit tout et son contraire, la discussion n'est plus possible.» Le bon manager est donc celui qui peut jongler entre le «conseil orienté solution», le «plan marketing», l'«approche par processus», l'«arête de poisson», l'«amélioration continue» et le «tableau de bord prospectif». Et Baptiste Rappin de souligner: «Dans le langage managérial, les signifiants ne renvoient qu'à eux-mêmes et les managers ne parlent qu'aux managers. Sur le terrain, il y a aussi un divorce entre le vocabulaire du métier et la novlangue managériale. Peu à peu, cette novlangue contamine le métier lui-même.»

Certains conseillers en management sont payés des fortunes pour forger le vocabulaire de demain, celui qui permettra de donner une nouvelle direction et un nouvel état d'esprit à la logique des organisations. Longtemps, dans le monde managérial, on a parlé de «conduite du changement», mais l'on a ensuite estimé que «conduite» était trop directeur. On a dès lors parlé de «l'accompagnement du changement». Quand l'univers de la Silicon Valley s'est imposé, on a adopté l'idée de «transformation des organisations» car la notion de «changement» n'était pas assez disruptive. Dans le contexte technologique qui est désormais le nôtre, on parle de «transformation digitale» et même d'«accélération digitale». On parle pour ne rien dire. Le langage managérial ne renvoie à aucune réalité, mais aussi à aucune idée.

Le hiatus managérial

Le vide qui caractérise à la fois la méthode et le langage des managers aboutit à une crise de la légitimité et de la reconnaissance. On sait que les travailleurs considèrent que la reconnaissance par les pairs est

«Le langage est le véritable révélateur de la médiocrité managériale. Il traduit à la fois l'esprit moutonnier et l'insignifiance.»

celle qui a le plus de valeur: quelqu'un qui a une longue expérience du métier est perçu comme légitime pour évaluer mon travail et ses félicitations ou ses encouragements ont dès lors un sens. Que se passe-t-il quand celui qui doit juger de la qualité de mon travail ignore tout savoir-faire et me dépossède de toute finalité? «Quand il y a une décorrélation entre décision et compétence, il y a démotivation. C'est le principe même du management: faire adhérer le travailleur à son aliénation. [...] Le manager cherche à faire adhérer subjectivement les travailleurs à une rationalisation qui les éloigne de leur métier, métier que l'on a remplacé par des "compétences". Ce hiatus est selon moi responsable de la souffrance au travail», détaille Baptiste Rappin.

Vincent de Gaulejac souligne quant à lui un paradoxe essentiel: «Nous touchons là à l'ambiguïté permanente du pouvoir managérial qui réside dans le décalage entre les intentions affichées d'autonomie, d'innovation, de créativité, d'épanouissement dans le travail, et la mise en œuvre de dispositifs organisationnels producteurs de prescription, de normalisation, d'objectivation, d'instrumentalisation et de dépendance.» Le manager qui adopte une posture bienveillante et prétend prendre en compte la spécificité de chaque employé met en réalité en place un cadre purement formel qui étouffe les individualités. Le manager ne cherche plus à contrôler les corps, comme au temps du travail à la chaîne, mais cherche à mobiliser psychiquement les travailleurs pour qu'ils soient en permanence au service de l'entreprise.

Si les employés sont bien victimes de l'emprise managériale qui substitue la séduction à la répression, l'adhésion à l'imposition, la reconnaissance à l'obéissance, les managers eux-mêmes sont en proie à une souffrance proche de la schizophrénie: «Le moindre des paradoxes étant qu'on lui demande d'être autonome dans un monde hypercontraignant, d'être créatif dans un monde hyperrationnel et d'obtenir de ses collaborateurs qu'ils se soumettent en toute liberté à cet ordre.»

Que ce soit à travers sa méthode, son mimétisme fonctionnel ou encore sa novlangue, le management aboutit donc à une nouvelle forme d'aliénation liée à la perte de sens au travail. C'est cette nouvelle gestion des équipes par l'insignifiance que Pierre Legendre vise dans *L'Avant Dernier des jours* (Ars Dogmatica, 2021) lorsqu'il évoque les think tanks, ces «robinets» d'où «sort[ent] des solutions». L'illusion fonctionnaliste démasquée, nous savons désormais une chose: le management ne marche pas et les managers parlent pour ne rien dire. ☹

¹ Voir l'ouvrage de Laurence J. Peter et Raymond Hull, *Le Principe de Peter*. Pourquoi tout va toujours mal, Stock, 1970 [1^{re} éd. française]. Paru sous le titre *The Peter Principle. Why Things Always Go Wrong*, William Morrow and Company, 1969.

² Voir notre dossier «Sensure. Quand les mots nous privent de sens», *Socialter*, n° 45, avril-mai 2021.

CONSULTING NATION

La fabrique de la nullité publique

texte Anne-Dominique Correa

Les politiques publiques nous paraissent de plus en plus souvent conjuguer nullité et incompetence.

Et si l'origine de ce changement était à trouver dans le recours accru à des cabinets de conseil mandatés pour donner leur avis sur tout et rien, embauchant à la pelle les fraîches recrues des grandes écoles pour vendre des calendriers interactifs et des synthèses PowerPoint ?

Depuis la révision générale des politiques publiques (RGPP) initiée par Nicolas Sarkozy en 2007 pour réduire et rendre plus «efficientes» les dépenses de l'État, le recours à des cabinets de conseil privés (McKinsey, BCG, Bain, Accenture, KPMG, Roland Berger, Capgemini, Ernst & Young, désormais connu sous le sigle EY, etc.) s'est accentué. L'objectif: élaborer les «stratégies» de politiques publiques pour lesquelles l'administration ne posséderait pas l'expertise ou les ressources humaines en interne, particulièrement dans le secteur de la santé – et pour des résultats que d'aucuns diraient peu probants. Capgemini et le BCG ont, par exemple, joué un rôle-clé dans l'élaboration et la mise en œuvre de la privatisation (pudiquement labellisée «restructuration») des hôpitaux engagée depuis la loi Hôpital, patients, santé, territoires dite «loi Bachelot» de 2009. Le 10 février 2021, Véronique Louwagie, députée Les Républicains (LR) de l'Orne, révélait, lors d'une communication devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, l'intervention de sept cabinets de conseil dans le fiasco de la gestion de la pandémie de Covid-19, pour une facture s'élevant à quelque 11,3 millions d'euros en seulement onze mois¹. Le cabinet McKinsey aurait notamment empoché, selon le média en ligne *Politico*, 4 millions d'euros² dans le cadre de la stratégie de vaccination. La Cour des comptes avait pourtant alerté, en 2018, le ministère de la Santé en publiant un rapport³ qui précisait que «les productions des consultants [pour les établissements publics de santé] ne donnent que rarement des résultats à la hauteur des prestations attendues». La juridiction financière pointait notamment qu'«en matière de conseil stratégique, la qualité des travaux est souvent faible, les préconisations très générales et lacunaires, et les livrables peu satisfaisants».

«Key takeaways» et benchmark sur PowerPoint

Comment expliquer une telle faillite? «Les consultants ne sont pas du tout experts. On ne connaît rien sur le fond des missions qui nous sont confiées, nous éclaire Rosa*, ex-consultante. On prend à peu près trois mois pour chaque mission, et celles-ci sont toujours très différentes les unes des autres. On est juste des caméléons qui parvenons à nous adapter à tout.» Rosa, elle, est tout juste diplômée d'un master d'économie lorsqu'elle décide de se lancer dans le conseil, «pour toucher à tout» et «avoir un peu d'expérience professionnelle» avant d'entamer éventuellement un doctorat. Elle est alors recrutée en tant que consultante junior par le cabinet Accenture, spécialiste des conseils «en stratégie, transformation numérique,

technologies et opérations», qui lui confie ses premières missions auprès d'institutions publiques. Deux ans plus tard, Rosa prend la fuite. «Quand je voyais ce que je coûtait à l'État [près de 800 euros par jour] pour le peu que je lui apportais, je me suis barrée.» Son quotidien à Accenture se résümait à «recueillir les besoins du client, synthétiser les «key takeaways» [points-clés, ndr] et mettre en forme le tout sur un PowerPoint», se rappelle-t-elle. En réalité, «il n'y avait rien que je fasse que le client ne puisse faire lui-même».

Là où les cabinets de conseil semblent être autrement plus efficaces, c'est dans la vente de leurs «missions». Les consultants les plus expérimentés et performants sont recrutés en tant qu'«associés», dont la fonction principale est de ramener des clients. «La présentation est une des compétences-clés. Il faut parvenir à convaincre que tes solutions sont les plus efficaces pour réussir à les vendre», note Sarah, une ancienne consultante chez Capgemini. Et ce, même quand il n'y pas de problème apparent... «Une première mission nous permet d'avoir un pied chez le client. On propose systématiquement quelque chose d'autre après», précise-t-elle. Charles, qui travaille toujours en tant que consultant pour cette même entreprise, se rappelle que sa cheffe avait convaincu une institution publique d'acheter des services en «management digital». «Cela semble sophistiqué mais ce n'est qu'un bête agenda, comme celui des boîtes Gmail», s'étonne-t-il. Pourtant, «grâce à des services de ce type, Capgemini a réussi à devenir presque une extension d'une institution publique», témoigne le consultant.

Les rouages de la «consultocratie»

L'État est-il toujours dupe? Selon Yazid Arifi, ancien consultant en stratégie pour le cabinet Monitor (racheté par Deloitte en 2012) au Maroc et pour Exton Consulting en France, la puissance publique ne cherche pas forcément un gain d'efficacité en recourant à des consultants. Bien qu'ils se présentent comme apportant un regard neuf et les meilleures pratiques du secteur, «la plupart des missions de conseil consistent simplement à confirmer ce que le client veut... pour faire passer une démarche politique comme étant scientifique, professionnelle et objective». La Cour des comptes avait notamment remarqué que «nombre de rapports de missions utilisent essentiellement des données internes, se contentent de copier des informations connues ou reprennent des notes ou des conclusions existantes». Force est de constater que, dans le secteur public, les «sautes de performance», «optimisations» et «modernisations» confiés aux cabinets de conseil se traduisent souvent par une seule et même recommandation: la poursuite des coupes budgétaires.

Frédéric Pierru⁴, sociologue au CNRS, qui a étudié les coulisses de la fabrication des réformes de la santé publique, pointe du doigt ce qu'il juge être un autre «facteur essentiel» de la montée en puissance de cette «consultocratie»: la porosité croissante entre les secteurs public et privé. «L'objectif du recours aux cabinets de conseil n'est pas du tout de permettre à la fonction publique d'être plus performante: c'est du copinage, de l'entre-soi, des camarades de promo qui se renvoient l'ascenseur, assure-t-il. On ne peut pas séparer les consultants d'un côté et les décideurs publics de l'autre.» C'est ce qu'illustre, par exemple, le parcours de Jean-Marc Aubert. Après avoir quitté en 2017 son poste chez Iqvia, cabinet spécialisé dans le traitement des données dans la santé, il rejoint le ministère de la Santé pour mettre en place le projet Health Data Hub, une plateforme visant à agréger certaines données de santé des Français, avant de prendre la direction de son ancien employeur deux ans plus tard. Un autre cas épinglé par la presse: celui de Didier Guidoni. Chargé de mission à l'Agence régionale de l'hospitalisation de Toulouse (ancêtre de l'ARS), il est recruté par le cabinet Kurt Salmon après avoir participé à la mise en œuvre de la fameuse réforme du système de financement des hôpitaux de la tarification à l'acte. De même, François-Daniel Migeon, directeur général de la modernisation de l'État (DGME) sous Nicolas Sarkozy, était un ancien associé chez McKinsey, tandis que l'actuel chef de service de la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP) n'est autre qu'Axel Rahola, vice-président de Capgemini de 2011 à 2018.

«Les cabinets, c'est le nouvel ENA»

C'est justement cette proximité des cabinets avec l'élite economico-politique qui fait leur succès dans les grandes écoles (écoles de commerce, dont 30 % des consultants sont issus, écoles d'ingénieurs et Sciences Po). «Ce que les consultants cherchent avant tout, c'est la possibilité de faire du "networking" avec les clients des cabinets, en espérant y décrocher un poste», constate Charles, qui reconnaît lui-même ne pas vouloir s'y éterniser. «Les cabinets, c'est le nouvel ENA. C'est un lieu de fabrication – de formation – des élites dont les normes de légitimité découlent de plus en plus des pratiques managériales du monde de l'entreprise, analyse Sébastien Stenger, auteur d'une enquête sociologique sur les cabinets de conseil⁵. Les cabinets de conseil sont hiérarchisés comme les classements des grandes écoles. Certains sont plus prestigieux et donnent accès à de meilleurs réseaux que les autres [les "Big Four" sont Deloitte, EY, KPMG et PwC, ndlr].»

Le fonctionnement interne des cabinets de conseil ressemble d'ailleurs à s'y méprendre à celui d'une école. À la fin de chaque mission, les consultants sont notés en fonction d'une grille très détaillée. Chaque semestre, «associés» et «managers» se réunissent à huis clos, comme lors d'un conseil de classe, pour décider si le consultant mérite une promotion. Chez Capgemini, rien que pour passer de consultant junior à senior, il faut franchir cinq grades: «entry level», «in acquisition», «developed», «well developed» et «senior». Les consultants sont obligés d'évoluer: ceux qui ne gravissent pas les échelons sont invités à quitter le cabinet. Chaque année, 50 % des départs dans le conseil sont non volontaires⁶. «C'est le concept du "up or out"», explique Sébastien Stenger. Ce système compétitif pousse les consultants à rentrer dans le moule. Plutôt que de tabler sur «l'utilité même de son travail», «la légitimité de cette élite-là est basée sur la capacité à résister à des semaines de travail de 80 heures et au stress», conclut-il.

L'État s'est coupé les bras

Si les cabinets sont généralement méconnus du grand public, les révélations sur leur rôle dans la gestion catastrophique de la pandémie semblent avoir enfin soulevé quelques questions concernant leur légitimité. La controverse changera-t-elle la donne? «Le problème, aujourd'hui, c'est que nous n'avons plus le choix [que de recourir aux consultants]», regrette Arnaud Bontemps, haut fonctionnaire et porte-parole du collectif Nos services publics, créé en avril 2021 par des fonctionnaires. «Trop souvent, l'État externalise parce que les règles juridiques l'empêchent de faire autrement», déplore-t-il. À partir des années 1990, alors que l'orthodoxie budgétaire gagne du terrain, plusieurs normes sont mises en place pour limiter les dépenses publiques. Parmi celles-ci, l'établissement, en 2006, d'un plafond d'emplois en équivalent temps plein à tout ministère, service ou opérateur de l'État, ou encore la «fongibilité asymétrique des crédits» qui permet d'utiliser le budget de personnel vers d'autres dépenses mais interdit l'inverse, dans l'optique d'inciter à la réduction des effectifs. Des mesures auxquelles s'ajoute le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite sous le mandat de Nicolas Sarkozy, menant à la suppression de plus de 180 000 agents de la fonction publique d'État entre 2006 et 2018⁷. Ces contraintes budgétaires incitent paradoxalement l'État à recourir à des prestations externes, dont celles des consultants, souvent moins qualifiés et plus onéreux (le coût du recours à un consultant spécialisé peut s'élever à 1 500 euros hors taxes par jour). Le collectif Nos services publics chiffre ainsi

«La plupart des missions de conseil consistent simplement à confirmer ce que le client veut... pour faire passer une démarche politique comme étant scientifique, professionnelle et objective.»

– Yazid Arifi

le montant total des prestations de service de la puissance publique à 43 milliards d'euros au minimum. Si ce chiffre inclut les missions auprès de cabinets, il est toutefois impossible de l'évaluer précisément car il n'est pas rendu public. Cette tendance apparaît difficilement réversible. «Il y a une forme de prophétie autoréalisatrice dans le recours aux cabinets de conseil. Très souvent, ce recours est justifié par le fait qu'il n'y aurait pas les compétences en interne pour effectuer les missions. Et en fait, en recourant de manière quasiment systématique pour certaines prestations intellectuelles à des cabinets de conseil, on n'investit plus dans l'adaptation des compétences qui existent en interne», déplore Prune Helfter-Noah, co-porte-parole de Nos services publics. «Les pouvoirs publics se coupent les bras, abonde Arnaud Bontemps. Nous perdons la maîtrise sur la qualité du service public que nous rendons à nos citoyens.» Contactés par e-mail, les cabinets KPMG, EY et Capgemini n'ont pas répondu favorablement à notre demande d'entretien. McKinsey et BCG n'ont, quant à eux, pas répondu à nos sollicitations. Les managers et associés de la consultocratie, «well developed» ou non, n'ont pas de comptes à rendre à la démocratie. ☹

* À l'exception de Yazid Arifi, les prénoms de tous les consultants ou ex-consultants qui ont témoigné pour cet article ont été changés à leur demande.

- ¹ Raphaëlle Besse Desmoulières et Bertrand Bissuel, «Le ministère de la santé épaulé par sept cabinets de conseil», *Le Monde*, 11 février 2021. Les cabinets concernés étaient McKinsey, Accenture, JLL, Citwell, CGI, Deloitte et Roland Berger.
- ² Pauline de Saint Remy, «Playbook Paris. La facture McKinsey – Macron a confiance – Bertrand et Borloo», *Politico*, 8 février 2021.
- ³ Le rapport a été réalisé sur les comptes et la gestion des quelque 900 établissements sur les 1 389 établissements publics de santé.
- ⁴ Auteur avec Pierre-André Juven et Fanny Vincent de *La Casse du siècle*. À propos des réformes de l'hôpital public, *Raisons d'agir*, 2019 (prix Prescrire 2020), et avec André Grimaldi de *Santé: urgence*, Odile Jacob, 2020.
- ⁵ Sébastien Stenger, *Au cœur des cabinets d'audit et de conseil. De la distinction à la soumission*, PUF, 2017 (prix *Le Monde* de la recherche universitaire et prix FNEGE).
- ⁶ Sébastien Stenger, *ibid.*
- ⁷ «160 Mde d'externalisation par an: comment la puissance publique sape sa capacité d'agir», *Nos services publics*, note n° 1, avril 2021.



Portrait de Niccolò di Bernardo dei Machiavelli, dit Machiavel (1469-1527), célèbre pour avoir écrit *Le Prince*, traité dans lequel il prodigue ses conseils pour fonder l'autorité d'un gouvernement et composer avec les «humeurs» antagonistes des groupes sociaux.

Les élites françaises : contre l'État, contre le peuple ?

texte Antoine Louvard

De Philippe Auguste à Emmanuel Macron, l'histoire des élites françaises fait apparaître une constante : l'opposition toujours renouvelée de ces élites, nobles ou bourgeoises, à la puissance de l'État. Une opposition que seule est capable de contrecarrer l'alliance fragile du souverain avec le peuple.

Paradoxalement, nul n'a peut-être mieux décrit les tumultueux rapports politiques ayant cours en France qu'un Italien de la Renaissance. Machiavel, dans le chapitre IX du *Prince*, détaille les relations entre les trois acteurs qui se partagent nécessairement l'échiquier d'un royaume ou d'une république: le peuple, le prince, les grands. «*Le peuple désire n'être ni commandé ni opprimé par les grands, et les grands désirent commander et opprimer le peuple*», écrit le penseur florentin. De ce constat, Machiavel conclut qu'un prince se doit prioritairement de rechercher la faveur du peuple en lui accordant sa protection. Un souverain qui s'appuierait uniquement sur le soutien des grands se placerait dans une position précaire: «*Quelqu'un qui devient prince grâce à la faveur du peuple doit conserver son amitié [...]. Mais quelqu'un qui devient prince contre le peuple et avec la faveur des grands doit avant toute chose chercher à se gagner le peuple*». Une leçon de Machiavel faisant figure de clé pour relire l'histoire de France. De fait, dès le Moyen Âge, l'autorité royale amorce un mouvement d'autonomisation vis-à-vis des grands féodaux qui se partagent le royaume. Avec Philippe Auguste commence la gestation de l'État, qui n'est autre que cette entreprise de longue haleine de soumission des intérêts particuliers de la noblesse et des élites féodales à un intérêt général et supérieur. Entreprise fragile, toujours recommencée, règne après règne, et dont les échecs figurent les moments de crise nationale: à la faiblesse de Charles VII et au chaos de la guerre de Cent Ans succède le volontarisme de Louis XI; après les guerres de religion viennent Henri IV et Richelieu; Louis XIV domestique la noblesse frondeuse à Versailles, avant la remise en cause de l'absolutisme au XVIII^e siècle. C'est que, si la monarchie entend se renforcer en rabaisant la noblesse, cette dernière ne perd jamais de vue, dans le même temps, son objectif de mieux contrôler le pouvoir, quitte, pour ce faire, à s'allier avec les ennemis étrangers de la Couronne. Cette dialectique entre des périodes de forte autorité de l'État et ses affaissements passagers ne se dément jamais. Pour paraphraser Schopenhauer, «*le pouvoir en France est un pendule qui oscille entre centralisation et décomposition*».

La « Révolution manquée » de Louis XVI

La Révolution française, dans cette perspective, ne représente pas tant une rupture qu'un élément de continuité. Le schéma machiavélien lui survit, seuls les acteurs changent. La crise des années qui précèdent 1789 offre d'ailleurs un parfait exemple du jeu à trois: peuple, grands, prince. En 1786, Calonne, alors contrôleur général des Finances, propose au roi un vaste et ambitieux plan visant à balayer les dernières

institutions féodales et à assainir les finances du royaume en imposant les deux ordres qui en étaient jusqu'alors exemptés, la noblesse et le clergé. Un plan qu'au siècle suivant, Louis Blanc, militant socialiste, qualifiera de «*nuît du 4 août avant la lettre*». Las, Calonne et Louis XVI se heurtent alors à une énième fronde des notables. Renouant avec la leçon de Machiavel, le roi lance alors un «appel au peuple» dans lequel il défend sa politique: «*Des privilèges seront sacrifiés. [...] Vaudrait-il mieux surcharger encore les non-privilegiés, le peuple? [...] Peut-on vouloir le bien général sans froisser quelques intérêts particuliers?*» Un geste «populiste» avant l'heure, qui n'a pourtant que peu d'écho. Pour trancher le nœud gordien de l'opposition de la monarchie et du Parlement de Paris, les États généraux sont convoqués. Ironiquement, c'est ainsi en ne cédant pas à Louis XVI sur la défense de ses privilèges que la noblesse se saborde et précipite le pays vers la Révolution. En établissant l'égalité devant la loi, les députés du tiers état parviennent paradoxalement à l'un des buts de la monarchie, comme le fait d'ailleurs remarquer Mirabeau à Louis XVI: «*Une partie des actes de l'Assemblée nationale est évidemment favorable au gouvernement monarchique. [...] L'idée de ne former qu'une seule classe de citoyens aurait plu à Richelieu*». Mais la Révolution emporte la monarchie et une partie de la noblesse. La bourgeoisie achève son ascension pluriséculaire et parvient aux responsabilités. Une élite en remplace une autre, et les «notables», propriétaires fonciers, industriels, hommes de lois ou financiers, succèdent aux «nobles». Mais cette nouvelle élite, conformément aux mots de Danton qui veut qu'«*on ne détruise que ce que l'on remplace*», entend bien également s'ériger en aristocratie. Le député Boissy d'Anglas le proclame à la tribune de la Convention: «*Nous devons être gouvernés par les meilleurs*». Cette idée, appuyée sur le suffrage censitaire, sera celle du premier XIX^e siècle, après la tentative de restauration de l'État et de réconciliation des élites de Napoléon Bonaparte. Face à l'émergence de la question sociale, les nouveaux maîtres du pays mènent une politique sourde, si ce n'est hostile, aux revendications populaires. Durant la monarchie de Juillet (1830-1848), Saint-Marc Girardin peut ainsi déclarer: «*Les barbares qui menacent la société [...] sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières*»; et Louis Philippe, pourtant roi des Français et chef du pouvoir exécutif, de déplorer: «*Les maîtres de forges nous dominent*».

La courte parenthèse de 1848, durant laquelle s'affrontent violemment le nouveau prolétariat ouvrier et cette bourgeoisie au pouvoir, se résout par l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte en 1848. Ce dernier, comme son oncle, mène un projet de restauration du pouvoir exécutif et théorise sa position d'«homme-peuple». Contre le parlementarisme, il recourt au

plébiscite et au suffrage universel pour consolider son trône. Dans la dialectique séculaire entre les grands, le peuple et le prince, le bonapartisme semble répondre à un besoin d'autorité et de verticalité. La chute du Second Empire en 1870 et l'avènement de la République laissent pourtant une nouvelle fois le champ libre à la bourgeoisie parlementaire, et l'histoire politique est dorénavant celle des conflits en son sein.

Reféodalisation

Si une réconciliation nationale certaine intervient au moment de la Première Guerre mondiale, la figure de l'homme providentiel permettant au peuple, comme l'écrivait Machiavel, d'«être protégé de son autorité», continue néanmoins de hanter la politique française: boulangisme, pétainisme, gaullisme... Durant les années 1920 et 1930, des figures politiques et intellectuelles issues de différents courants, comme Léon Blum ou André Tardieu, réfléchissent d'ailleurs au renforcement nécessaire du pouvoir exécutif pour battre en brèche l'instabilité des ministères. Dans son histoire des *Élites françaises* (Passés composés, 2020), l'historien Éric Anceau rappelle combien la V^e République et son élection du président au suffrage universel – dénoncée par l'ensemble des élites – «*n'est pas sans rappeler, à un siècle de distance, ce qui s'était produit sous le Second Empire*».

Face aux élèves de l'École nationale d'administration (ENA) en 1959, Charles de Gaulle, revenu au pouvoir l'année précédente, exalte ainsi «*la fonction la plus importante et la plus noble qui soit dans l'ordre temporel: le service de l'État*». Cinquante-six ans plus tard, le ministre de l'Économie, futur président de la République, Emmanuel Macron se félicite que «*les jeunes générations [veuillent] devenir entrepreneurs, pas fonctionnaires*». Entre les deux déclarations, l'État s'éclipse à nouveau.

La vague libertaire venue d'Amérique du Nord dans les années 1960 ébranle tout d'abord la pratique monarchique du pouvoir gaullien. Dans le sillage de ce libéralisme culturel, le combat antitotalitaire, contre l'URSS principalement, a pu à son tour jeter un soupçon sur le principe d'autorité et d'encadrement de la société par les pouvoirs publics. Dans le cycle historique qui s'ouvre, libéralismes culturel, politique et économique vont communier. Dans le même temps, l'instauration d'une tutelle juridique et économique européenne vient encore restreindre le champ des prérogatives régaliennes.

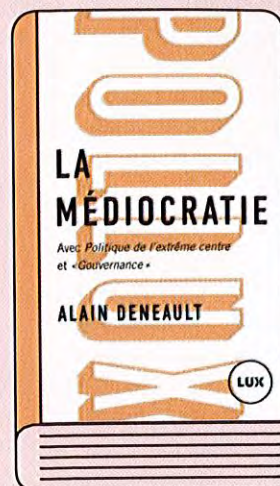
Ce nouvel abaissement de l'État abolit, comme toujours, l'équilibre machiavélien entre les «grands» et le peuple. Ce mouvement de recul, des juristes tels que Pierre Legendre ou plus récemment Alain Supiot l'ont nommé «reféodalisation»: l'État ne jouant plus son rôle d'arbitre souverain en imposant

le «gouvernement par la loi» (Alain Supiot), le «gouvernement par les hommes» ressurgit, avec ses multiples liens d'allégeance entre particuliers, sous l'appellation de «réseaux». À ce jeu, les plus dotés en capital – culturel, social, économique – sont les grands gagnants. Se justifiant contre toute accusation d'anachronisme, Alain Supiot, dans son ouvrage *La Gouvernance par les nombres* (Fayard, 2015), revendique d'aller puiser dans «la réserve de sens» du passé médiéval et féodal de l'Europe les outils intellectuels pour saisir le monde contemporain, comme Machiavel recourait à la Rome antique pour analyser la politique de son siècle. La «reféodalisation», éclairée ainsi par l'histoire, est l'autre nom du mouvement profond que d'autres, comme Christopher Lasch, ont pu nommer la «sécession des élites».

Vers une synthèse populiste?

Mais l'enseignement de Machiavel demeure et, face à ce monde mouvant et menaçant, les peuples ne renoncent pas à en appeler à la protection de l'État. La crise des Gilets jaunes se révèle archétypale en la matière: la colère des manifestants s'est alors particulièrement dirigée contre le président de la République car celui-ci ne jouait pas le rôle de protecteur qui incombe traditionnellement au souverain. Pire, le macronisme apparaît comme l'exemple même de «quelqu'un qui devient prince contre le peuple et avec la faveur des grands». Le populisme contemporain n'est alors rien d'autre que la réponse des classes les moins favorisées à cette «trahison» de chefs d'État successifs de leur mission historique. En mêlant revendications démocratiques – le «référendum d'initiative citoyenne» – et conservatrices – l'appel à l'armée –, les Gilets jaunes ont renoué avec l'histoire longue du lien à affermir entre le peuple et son «prince».

Une enquête récente, réalisée début septembre 2021 par l'institut Ipsos pour le journal *Le Monde*, démontre d'ailleurs une nouvelle fois que les attentes des Français mêlent à la fois des aspirations égalitaires et une reprise en main plus ferme des rênes du pouvoir. «*L'avenir du système social*» apparaît en tête des préoccupations. Dans le même temps, 79 % des sondés estiment qu'«*on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre*» – une proportion qui atteint 90 % chez les ouvriers et 84 % chez les employés –, 64 % que «*la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui*», et 60 % que «*pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres*». Autant de sentiments transversaux aux familles politiques, et dont la synthèse n'a pas encore trouvé son incarnation. 



Le pouvoir médiocre et la souveraineté offshore

texte Clément Quintard

La Médiocratie, Alain Deneault,
Lux, 20 octobre 2015,
224 pages, 15 €.

Curieuse subtilité de la langue française: aucun substantif n'est associé à l'adjectif *moyen*. Si «supériorité» désigne une qualité *supérieure* et «infériorité» renvoie à ce qui est *inférieur*, nulle trace du mot «moyenneté» dans le dictionnaire. Pour décrire l'intimidation au conformisme qui caractérise notre époque, il faudrait donc se tourner vers une autre racine. Un vide lexical que le philosophe Alain Deneault choisit de combler par l'épithète *médiocre* soit, étymologiquement, ce qui est ordinaire, entre le grand et le petit, et non, comme le suggère le langage courant, ce qui est bas, mauvais, vulgaire ou piteux. La *médiocrité* serait ainsi «le stade moyen en acte», que la *médiocratie* hisserait au rang d'autorité: «Elle fonde un ordre dans lequel la moyenne [est] une norme impérieuse qu'il s'agit d'incarner», analyse l'auteur, avant de prévenir que, contrairement aux apparences, le médiocre ne chôme pas: «Il en faut des efforts, en effet, pour réaliser une émission de télévision à grand déploiement, remplir une demande de subvention de recherche auprès d'une instance gouvernementale, concevoir des petits pots de yaourt à l'allure aérodynamique séduisante ou organiser le contenu rituel d'une rencontre ministérielle avec une délégation d'homologues. Ne produit pas du moyen qui veut. La perfection technique sera même indispensable pour masquer l'inénarrable paresse intellectuelle qui est en jeu dans autant de professions de foi conformistes.» Premier acte de la médiocratisation du monde, la division du travail s'est ingénée à rendre les travailleurs interchangeables en éliminant toute trace de savoir-faire dans les tâches qui leur étaient commandées. Spécialisées à outrance, devenues aussi abrutissantes qu'abstraites, elles allaient bientôt faire disparaître l'idée même de *métier* pour lui en substituer une autre, celle de *profession*. Le travail, devenu *moyen* (car mesurable, quantifiable, maîtrisable) pour se fondre dans le processus de rationalisation industriel, ne devenait plus qu'un *moyen* pour assurer au salarié sa subsistance: un outil étranger à soi. De cet appauvrissement intellectuel généralisé a émergé un pouvoir proprement médiocre – celui des «experts», ces «sans-desseins pérorant en flux tendus sur des tronçons de vérité» – qui a fini par s'imposer à l'ensemble des mondes sociaux. Tant dans les champs universitaire, culturel, économique que politique, les modalités médiocres qui s'accomplissent par la «gouvernance» et le management verrouillent l'ordre social et politique, et imposent l'autocensure de son intelligence. Si nous avons tous tendance à en nous y plier, à «jouer le jeu» par facilité ou ignorance (plus rarement par lâcheté ou cynisme), c'est que le pouvoir qui s'exerce est par nature insaisissable: «Dans ce qu'il a de muet, de crypté, de virtuel et de transnational [il] échappe [...] aux théories critiques de l'émancipation politique», renseigne Alain Deneault. Paradoxalement, les manipulateurs de symboles, titulaires officiels et autres maîtres du jeu médiocratique ont même fini par adopter les attributs des masses prolétariennes: «[Ils] sont sans voix, sans nom, sans domicile fixe et parfois sans part formelle dans la cité. D'un point de vue économique, leurs activités sont déterminantes en ce qui concerne la destinée des collectivités et les modalités d'influence idéologique sur les politiques publiques, mais, d'un point de vue légal, [ils] peuvent devenir des fantômes¹.» Leur souveraineté est ainsi à l'image de leur compte en banque: offshore.

¹ «Hors la loi», Alain Deneault, Liberté, Art & politique, vol. 54, n° 1 (297), automne 2012, p. 26-27.

Épilogue

Aller plus loin



À REGARDER:
Game Change, Jay Roach, 2012

Dans la course à la Maison Blanche, tous les moyens sont bons pour contrer l'ascension du charismatique Barack Obama. Son adversaire républicain John McCain, en perte de vitesse dans les sondages, doit vite reconquérir l'électorat féminin. La solution miracle est trouvée: Sarah Palin, gouverneure de l'Alaska, est désignée comme colistière. Sélectionnée à la hâte pour ses talents d'oratrice, la jeune conservatrice est néanmoins tournée en ridicule, dévoilant peu à peu son ignorance. Ce biopic témoigne comment l'incompétence, lorsqu'elle est habilement masquée, ne constitue pas un frein à l'accession au pouvoir.



À ÉCOUTER: «**Idiocratie: la défaite de l'intelligence?**» (La méthode scientifique, France Culture), 16 mai 2019

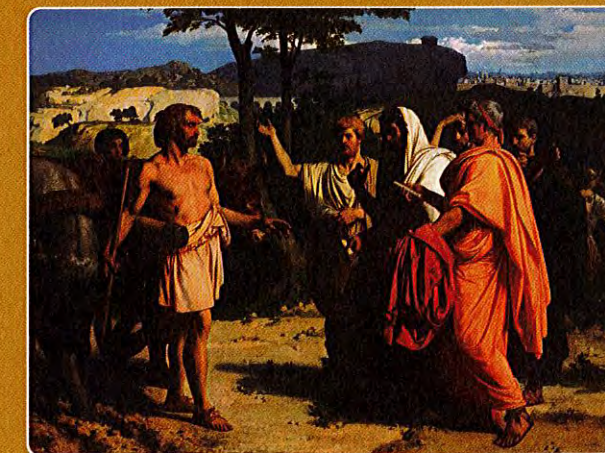
«L'imbécillité est-elle aujourd'hui plus triomphante que par le passé?», s'interroge Nicolas Martin, accompagné de deux psychologues, Olivier Houdé et Nicolas Gauvrit. Pas si sûr, du moins sur le long terme. Pourtant, les bêtises de chacun – élites politiques comprises – circulent plus facilement qu'autrefois et le discours ambiant semble bien perdre en intelligence. Loin d'être une fatalité, ce constat invite à la prise de recul dans une société guidée par la précipitation.



À LIRE: **L'Ascension de la méritocratie**, Michael Young, Thames & Hudson, 1958

Publiée une décennie après 1984 de George Orwell, cette dystopie satirique du sociologue britannique Michael Young dépeint une société dans laquelle l'exercice du pouvoir est supposé revenir aux plus méritants. Les diplômes, fondement de cette méritocratie, sont alors censés garantir une meilleure mobilité dans l'ordre social. Anticipant la notion de «reproduction sociale» élaborée plus tard par Pierre Bourdieu, l'auteur prévient: sous couvert d'égalitarisme, le gouvernement par les titres scolaires n'est qu'un moyen pour les dominants d'asseoir leur légitimité.

Modèle antique



Cincinnatus et le sens de l'État

Peu de personnages incarnent aussi bien l'antithèse du dirigeant arrogant et corrompu que Cincinnatus. Considéré comme un héros de la République romaine, il est souvent invoqué en modèle d'humilité et de dévouement, bien que ses actions l'aient souvent conduit à se ranger du côté de l'ordre aristocratique – dont il était issu. Patricien ruiné à la suite de la condamnation de son fils dont il doit verser la caution, il est contraint de vivre chichement de quelques arpents de terre qu'il cultive non loin de Rome. Une délégation de sénateurs l'appelle à la rescousse en 460 av. J.-C. pour sauver une première fois la République, alors en proie à de violents conflits entre patriciens et plébéiens. Selon le récit quasi légendaire qui en est fait, Cincinnatus retourne à sa charrue une fois l'ordre rétabli, mais est rappelé en 458 av. J.-C., cette fois pour régler un péril extérieur: les Éques (peuple de l'Apennin) ayant encerclé le consul Minucius s'opposent au territoire romain. Cincinnatus prend la tête de la dictature et réussit, en l'espace de 16 jours, à lever une armée et à défaire les forces éques au mont Algid, avant d'abdiquer lorsque la crise est résolue. Une nouvelle fois, il retourne à ses champs, mais est sollicité une dernière fois en 439 av. J.-C. pour sortir Rome de la guerre civile, période de dictature au cours de laquelle il fait assassiner en plein forum Spurius Maelius, qui encourageait la révolte de la plèbe. Homme providentiel qui, sans briger le pouvoir, assume autant qu'il assure la tâche pour laquelle il a été appelé, Cincinnatus avait, selon l'expression actuelle, le «sens de l'État». À quand un Cincinnatus collectif?